



Temps de travail

Aucun compromis n'a pu être trouvé, le 27 avril dernier, entre le Conseil et le Parlement européens sur le projet de révision de la directive de 1993 sur le temps de travail. Les parlementaires de la délégation du PE au comité de conciliation se sont opposés par 15 voix et 5 abstentions à la position du Conseil sur le maintien de la "clause de non participation" à la durée maximale de travail ("opt out"), le temps de garde et les travailleurs ayant des contrats multiples. La Commission va donc devoir présenter une nouvelle proposition qui devra tenir compte de la jurisprudence de la Cour selon laquelle, en particulier, tout le temps de garde est du temps de travail. Actuellement, 15 États membres pratiquent l'opt out. (Voir également bulletins 252/253, 194).

Par ailleurs, on notera que les négociations duraient depuis cinq ans et que c'est la première fois, depuis que le traité d'Amsterdam a étendu le champ de la procédure de codécision, qu'une procédure de conciliation échoue.

Transport

♦ **Droits des passagers maritimes et des voies navigables et droits des passagers des bus et autocars** : Le Parlement européen a arrêté, le 23 avril dernier, en deuxième lecture, sa position sur les deux propositions de règlements relatives aux droits des passagers maritimes et des voies navigables et à ceux des bus et autocars. Sur le premier projet, le Parlement a apporté un certain nombre d'amendements relatifs, notamment, aux compensations obligatoires en cas de retard ou d'annulation de voyage, à l'assistance gratuite dans les ports pour les passagers à mobilité réduite (mais soumise à la condition de notification préalable), le choix laissé aux États membres d'y inclure, ou non, le transport fluvial urbain et interurbain. Les amendements relatifs au projet concernant les passagers de bus et d'autocars portent, notamment, sur les services de remplacement en cas d'annulation, de compensation en cas de surréservation ou de retard supérieur à deux heures, les conditions d'indemnisation en cas d'accident ou de décès.

♦ **Réseau transeuropéen de transport (RTE-T)** : Par une résolution, adoptée le 22 avril dernier, le Parlement européen apporte son soutien au Livre vert sur l'avenir de la politique du RTE-T présenté par la Commission européenne en février dernier (voir bulletin 250), tout en regrettant, à nouveau, que l'UE ne se donne pas les moyens de financement nécessaires. Le Parlement, notamment, se rallie à "l'option structurelle 3" qui prévoit un double niveau de réseaux : un réseau global fondé sur les cartes RTE-T actuelles et un "réseau central" intermodal, à définir, incluant le chemin de fer, les voies navigables, les ports, ainsi que leurs liaisons avec les centres logistiques ; il appelle à la création d'un groupe de travail spécifique pour accroître le recours au partenariat public-privé ; il souligne la nécessité de prélever un pourcentage sur les recettes des péages autoroutiers pour avoir un effet de levier sur l'emprunt. En outre, un amendement demande à la Commission européenne de proposer d'ici la fin de son mandat (soit octobre 2009) "une initiative législative concernant l'ouverture des marchés ferroviaires intérieurs de voyageurs au 1er janvier 2012".

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0258+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

Working time

There was no compromise reached on 27th April, between the Council and the Parliament on the draft amendment of the 1993 directive on working time. Members of Parliament in the EP delegation to the Conciliation Committee voted against the Council's position by 15 votes, with 5 abstentions, on maintaining the "non-participation clause" on the maximum duration of working time ("opt out"), the on-call period and on workers with multiple contracts. The Commission will therefore have to submit a new proposal which will have to take into account the case law of the Court according to which, in particular, the entire on-call period is considered as working time. Currently, 15 Member States implement the opt out. (See also bulletins 252/253, 194).

Further, it should be noted that the negotiations had been going on for five years and that this is the first time, since the Treaty of Amsterdam extended the scope of the codecision procedure, that a conciliation procedure fails.

Transport

♦ **Maritime and waterways passenger rights and bus and coach passenger rights**: On the 23rd April 2009 the European Parliament decided, in the second reading, its position on the two regulation proposals concerning the rights of maritime and internal waterways passengers and those of bus and coach passengers. On the former draft, the Parliament has made a number of amendments concerning, in particular, the mandatory compensation in the event of a delay or a cancellation of a journey and the provision of free assistance, in ports, for passengers with reduced mobility (subject, though, to the prior notification requirement), it is up to Member States to decide whether or not to include, this draft, in urban and interurban waterway transport. Amendments regarding the draft on bus and coach passengers concern, in particular, the provision of alternative services in case of cancellation, compensation in case of overbooking or delays lasting more than two hours and conditions for compensation in the event of injury or death.

♦ **Trans-European Transport Network (TEN-T)**: Through a resolution adopted on the 22nd of April 2009, the European Parliament backs the Green Paper on the future of the TEN-T policy presented by the European Commission last February (see bulletin 250) whilst regretting, once again, that the EU does not provide the necessary funding for it. The Parliament supports, in particular, the "structural option 3", which provides for a twofold level of networks: a global network based on the current TEN-T maps an intermodal "core network", which is still to be defined, including the railway, waterways, ports and their connections with the logistical centre, it is calling for the creation of a special working group to step-up the recourse to the public-private partnership, it stressed the need to levy a certain percentage of revenue from motorway tolls as a means to leveraged the loan. In addition, an amendment asks the European Commission to propose, by the end of its term of office (i.e. October 2009), "a legislative initiative on the opening of domestic railway passenger markets from the 1st January 2012"

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0258+0+DOC+XML+V0//EN&language=EN>

Consultation publique

Le Médiateur européen a lancé, jusqu'au 30 juin prochain, une consultation publique sur la façon dont la Commission européenne gère son système – informatisé - d'alerte précoce (SAP) qui lui permet de dresser la liste des personnes, entreprises, associations ou autres, avec lesquelles les institutions européennes peuvent bloquer ou suspendre les paiements et les contrats.

<http://www.ombudsman.europa.eu/press/release.faces/fr/3980/html.bookmark>

Cour européenne de justice

♦ **Service postal universel et TVA** : Dans un arrêt C-357/07, du 23 avril 2009, la Cour dit que le service postal universel est exonéré de TVA lorsque l'opérateur, public ou privé, s'engage à assurer dans un Etat membre la totalité ou une partie du service postal universel tel que défini à l'article 3 de la directive du 15 décembre 1997, modifiée en 2002, sur le marché intérieur postal. L'exonération s'applique à des prestations de services et à des livraisons de biens accessoires à ces prestations, à l'exception des transports de personnes et des télécommunications. En revanche, l'exonération ne s'applique pas à des prestations de services ni à des livraisons de biens dont les conditions ont été négociées individuellement. La Cour précise que, aux termes de la directive (art. 13 A 1), la notion de "services publics postaux" s'applique aux opérateurs, publics ou privés, qui s'engagent à assurer dans un Etat membre la totalité ou une partie du service postal universel.

Dans cette affaire, la Cour était saisie de manière préjudicielle par la Haute Cour de justice d'Angleterre et du Pays de Galles dans le cadre d'un litige opposant TNT Post UK Ltd à l'administration britannique qui avait confié en 2001 à Royal Mail (dénommé Consignia plc à l'époque) la prestation du service postal universel au Royaume-Uni.

♦ **Maintien de l'équilibre des systèmes de sécurité sociale par l'Etat** : Dans un arrêt C-352/07 et associés, du 2 avril 2009, la Cour dit que les Etats membres ont toute compétence, dans le respect du droit communautaire, pour prendre les mesures nécessaires au maintien de l'équilibre de leurs systèmes de sécurité sociale et, en particulier, qu'ils peuvent adopter des mesures de portée générale consistant à réduire le prix des médicaments, que ces mesures peuvent être prises plusieurs fois par an, et cela pendant plusieurs années. Les prix peuvent être fixés sur la base d'estimations de dépenses fondées sur des éléments objectifs et vérifiables. Une interprétation contraire constituerait une ingérence dans l'organisation des Etats membres. De plus, dit la Cour, c'est aux Etats membres de déterminer les critères qu'ils prennent en compte pour vérifier les conditions macroéconomiques, en respectant les règles de transparence. Toutefois, la possibilité qu'une entreprise concernée puisse demander une dérogation sur la base d'un argumentaire étayé doit être prévue.

Cette décision rendue à titre préjudicielle dans une affaire qui opposait le ministère italien de la santé à de grands laboratoires pharmaceutiques, portait sur l'interprétation de l'article 4 de la directive 85/105/Ce du 21 décembre 1988 sur la transparence des mécanismes de fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes d'assurance maladie.

Livre : 2009, un programme pour l'Europe

A l'occasion des élections du Parlement européen, le Secrétariat du CELSIG vient de publier « 2009 : un programme pour l'Europe, Relever le défi des services d'intérêt général (services publics) ».

Disponible en livre imprimé (14,90 €) et livre numérique (7,45 €) : Editions Le Manuscrit www.manuscrit.com

Public consultation

The Ombudsman has launched a public consultation, running until 30th June 2009, on how the European Commission manages its Early Warning Systems (EWS), which allows it to draw a list of individuals, companies, associations or other parties, to which European institutions can block or suspend payments and contracts.

<http://www.ombudsman.europa.eu/press/release.faces/en/3980/html.bookmark>

European Court of Justice.

♦ **Universal postal service and VAT**: In a judgement C-357/07 of 23rd April 2009, the Court said that the universal postal service is exempt from VAT when the operator, public or private, commits itself to provide, within a Member State, all or part of the universal postal service as defined in Article 3 of the Postal Directive of 15th December 1997, amended in 2002 on provisions for internal postal market. The exemption applies to the provision of services and the delivery of goods incidental to services in question, with the exception of the transportation of passengers and of telecommunications services. However, the exemption does not apply to the provision of services or delivery of goods whose terms were negotiated individually. The Court specifies that, under the terms of the directive (Article 13 A 1), the concept of "public postal services" applies to operators, public or private, who undertake to ensure, within a Member State, all or part of the universal postal services.

In this case, the matter was referred to the Court for a preliminary ruling from the High Court of Justice in England and Wales in a litigation between TNT Post UK Ltd and the British administration which, in 2001, had awarded Royal Mail (known as Consignia plc at the time) the contract for the provision of universal postal service in the United Kingdom.

♦ **Maintaining the balance in social security systems by the State**: In a judgement C-352/07 and associated cases of 2nd April 2009, the Court held that Member States have full jurisdiction, in conformity with the Community legislation, in taking necessary measures in maintaining balance in their social security systems and, in particular, they may adopt general measures to reduce prices of medicinal products, in addition, these measures can be taken several times a year and for several years. Prices can be fixed on the basis of cost estimates based on objective and verifiable elements. A contrary interpretation of the law would constitute interference in the organisation of health systems of Member States. Moreover, the Court said, it is up to the Member States to determine criteria to be taken into account to ensure that macroeconomic conditions are verified by observing the rules of transparency. However, the possibility that a company can apply for derogation from the prices imposed, on the basis of a substantiated argument, must be provided for.

This decision, given in a preliminary ruling to a case between the Italian Ministry of Health and some large pharmaceutical companies, focused on the interpretation of Article 4 of Directive 85/105/Ce of 21st December 1988 on transparency in the mechanisms of fixing prices of medicines for human use and their inclusion in the scope of health insurance.

Book: 2009, an agenda for Europe

On the occasion of the European Parliament elections, the Secretariat of CELSIG has just published "2009: an agenda for Europe, Facing the Challenge of services of general interest".

Available in a printed form (€14.90) and electronic book (€7.45): Editions Le. Manuscrit www.manuscrit.com

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.